



HAL
open science

L'importance de l'économie de la défense

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. L'importance de l'économie de la défense. Pax economica, 2003. hal-03251294

HAL Id: hal-03251294

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03251294>

Submitted on 6 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'importance de l'économie de la défense

Jacques Fontanel

Pax Economica, N°8

Université Pierre Mendès France, Grenoble

Décembre 2003

Résumé : L'économie de la défense et de la sécurité internationale n'est pas une discipline spécifique de la recherche en France, contrairement aux domaines de la santé et de l'éducation. Pourtant, les guerres ont été historiquement des facteurs de prédation, de domination, de colonisation ou d'esclavage comme systèmes économiques organisés. Aujourd'hui, comment aborder l'économie internationale sans mettre en évidence les guerres internationales ou civiles, les guerres et conflits économiques, les effets de domination, l'existence réelle ou potentielle de complexes militaro-industriels, l'importance des industries d'armement, l'influence considérable des recherches et technologies militaires sur le développement économique. Tout système d'armement ou de désarmement influence considérablement la vie économique des Etats, principalement pour les producteurs d'armes.

The economics of defence and international security is not a specific research discipline in France, unlike the fields of health and education. However, wars have historically been factors of predation, domination, colonisation or slavery as organised economic systems. Today, how can we approach the international economy without highlighting international or civil wars, economic wars and conflicts, the effects of domination, the real or potential existence of military-industrial complexes, the importance of the arms industries, the considerable influence of military research and technology on economic development. Any system of armament or disarmament has a considerable influence on the economic life of states, especially for arms producers.

Economie de la défense, industries d'armement, désarmement, développement économique, complexe militaro-industriel, Europe

Defence Economics, Military industries, disarmament, economic development, military-industrial complex

Pourquoi l'économie de la défense n'attire pas beaucoup les économistes ? Avez-vous le sentiment que leurs réflexions soient prises en compte ?

Il y a des difficultés considérables pour les économistes universitaires à engager des recherches importantes dans le domaine de la défense et plus généralement de la sécurité internationale. L'économie de la défense ne constitue pas encore un domaine spécialisé reconnu par la communauté universitaire française, contrairement à ce qui existe dans les secteurs de l'éducation ou de la santé. Le jeune chercheur qui s'engage dans cette voie sait que son travail ne sera pas toujours apprécié à sa juste valeur, compte tenu de l'insuffisante formation des économistes sur les questions pourtant fondamentales de la sécurité internationale. Il est souvent affirmé qu'une telle spécialisation serait trop « pointue ». Une telle considération témoigne d'une grande méconnaissance du sujet, si l'on veut bien se rappeler que ce thème recouvre la guerre et les armes économiques, les rapports de force et de domination ou l'importance des technologies et de la recherche militaires sur l'économie mondiale. Il est étonnant de constater que la plupart des manuels d'économie oublient d'aborder ces questions essentielles, que les ouvrages d'économie industrielle n'abordent pas la question des industries d'armement ou que la question du développement économique ne fasse jamais référence au poids des dépenses militaires et à l'intérêt des technologies militaires.

Cependant, il existe aujourd'hui une évolution positive. Aux Etats-Unis, plusieurs prix Nobel d'économie comme Lawrence Klein, Franco Modigliani ou Wassily Leontief, accompagnés d'économistes aussi importants que John K. Galbraith, Amartya Sen ou Eisner, consacrent aujourd'hui une part importante de leur temps à ces relations entre l'économie, la paix et la guerre. En France, plusieurs thèses ont été écrites des dernières années sur ce thème. A côté de professeurs reconnus comme Jacques Aben ou Christian Schmidt, de nouveaux chercheurs comme Claude Serfati, Dominique Saby ou Jean-Paul Hébert apportent un sang nouveau.

Ces réflexions sont-elles pour autant prises en compte ? Cela dépend des niveaux d'intérêt pour la sécurité internationale. En tant qu'experts ou consultants d'organisations internationales, ces études font parfois l'objet d'analyses intergouvernementales qui conduisent à terme à des évolutions positives dans la prise en compte de l'économie des armes. Ainsi en est-il sur les questions relatives au désarmement pour le développement, à la conversion des industries d'armement en industries civiles et des effets des dépenses militaires sur la croissance économique nationale. En France, le poids excessif de la DGA laisse trop peu de place à une recherche universitaire indépendante. Le secret de affaires rend les analyses économiques très difficiles et souvent contestables.

L'industrie d'armement française est aujourd'hui en difficulté. Elle vient de perdre beaucoup d'emplois et elle est appelée à en perdre d'autres. Comment expliquer ce phénomène et existe-t-il dans ce mouvement des traits spécifiques à la France ?

Le désarmement implique des restructurations industrielles. La France a perdu des emplois et elle risque d'en perdre aussi bien d'autres, mais elle n'est pas la seule à connaître ce type de problème, notamment le Royaume-Uni et, à une échelle encore plus large, la Russie. Cette situation de crise de l'industrie d'armement est un phénomène spécifique à toutes les industries qui ont inclus, dans les choix de production militaire, des considérations économiques ou stratégiques excessives. Autant on peut comprendre qu'un pays désire se doter d'une industrie d'armement pour sa propre défense, autant vouloir exporter pour réduire les coûts peut, dans certaines conditions, être considérée comme une erreur économique. En effet, les économies d'échelle n'excèdent que rarement 10 à 15 % des coûts pour un doublement des séries. Or, les risques financiers d'une telle opération sont autrement plus élevés que les économies à réaliser, car à l'exportation les questions du paiement effectif des importateurs se posent. Il en résulte un surdimensionnement de l'industrie d'armement, qui provoque un renforcement du complexe militaro-industriel et une réduction des degrés de liberté nécessaires en cas de désarmement. Cette militarisation est susceptible de fournir,

en situation de conflits, de faibles résultats positifs dans une situation jugée favorable, et de forts résultats négatifs en situation de paix. Ce paradoxe est difficilement acceptable dans le cadre d'une démocratie.

Les dépenses militaires affaiblissent-elles la situation économique et technologique de la France ? Si oui, est-ce une loi universelle et intangible ou n'est-il pas possible de créer une meilleure synergie entre les secteurs militaires et civils ?

Les dépenses militaires en elles-mêmes n'affaiblissent la situation économique et technologique d'un pays que si l'on part de l'hypothèse héroïque selon laquelle la guerre n'est qu'un vestige du passé. En effet, la paix n'est pas une donnée intangible comme le démontre sans cesse l'histoire des hommes et l'économie elle-même est porteuse de conflits. Autrement dit, les dépenses militaires sont susceptibles de créer les conditions de dissuasion nécessaire pour maintenir une situation de paix. Dans ce cas, son efficacité n'est pas mesurable par les instruments économiques habituels car même l'étude des coûts d'opportunité fournit des résultats différents selon les situations concrètes des pays. Comment savoir si la dissuasion des armes a été efficace. La France s'est dotée d'une force nucléaire avec la stratégie « du faible au fort ». Elle n'a pas eu de guerre sur son sol pendant cette période. Est-ce que l'arme nucléaire a été « efficace dans ce contexte ? Ou alors est-ce plutôt l'existence des forces de l'OTAN, l'Union européenne ou l'absence de conflits suffisamment violents pour conduire à l'utilisation des armes qui sont les causes profondes de cette période de paix relative ? L'Italie ou l'Espagne, qui n'ont pas l'arme nucléaire, n'ont pas été non plus en guerre.

La question est alors de déterminer les dépenses de défense qui limitent les risques des conflits qu'on souhaite éviter. Il n'existe pas de production de défense clairement définie susceptible d'indiquer si l'on dépense à bon escient, ou trop, dans le secteur militaire. Parfois, les analystes économiques pensent qu'un certain pourcentage de dépenses militaires par rapport au PIB fournit des indicateurs intéressants sur le niveau de sécurité d'un pays. Cette mesure n'a pas vraiment de signification, car la sécurité dépend de

bien d'autres facteurs que celui du PIB, notamment les alliances, les tensions internationales et frontalières, les choix des armements, les régimes politiques, l'importance des phénomènes religieux ou idéologiques, mais aussi de l'accès ou non à l'arme nucléaire. Bref, l'économie ne dispose pas de toutes les connaissances et instruments permettant de définir le niveau optimal des dépenses militaires d'un pays à un moment donné.

Il a parfois été fait mention du keynésianisme militaire. Comme toute dépense publique, une augmentation des dépenses militaires favorise la croissance économique, au risque d'une inflation. Cependant, Keynes rappelait que le choix des dépenses militaires n'étaient certainement pas le meilleur choix pour relancer une activité économique, d'autres options comme l'éducation ou la santé ayant des effets à long terme beaucoup plus utiles à la fois au développement économique et aux citoyens. Une fois la décision de dépense prise, quelles qu'en soient les modalités à partir d'une estimation des besoins réels ou d'un pourcentage du PIB, les conseils de l'économiste deviennent importants pour définir les conditions d'une production optimale compte tenu des contraintes techniques de la défense. Il est certain qu'il faut essayer de créer les conditions d'une meilleure utilisation civile des productions militaires, mais cette réflexion n'a que rarement été suivie d'effet.

Les économistes se posent trois types de questions :

- Le beurre ou le canon. Quels sont les coûts d'opportunité des dépenses militaires pour le développement économique ? Il existe toutefois un paradoxe apparent. Il est possible d'avoir parfois une croissance économique importante en présence d'une augmentation de dépenses militaires élevées, mais aussi, à l'inverse, des indicateurs économiques significatifs de crises économiques accompagnés de dépenses militaires à la fois en réduction et globalement faibles.

- The « *bang for a buck* », le rapport qualité-prix des dépenses militaires représente un concept économique important. . Compte tenu de l'efficacité militaire des armes et des stratégies, quels sont les meilleurs achats ou productions d'armes au regard des contraintes économiques ? Les armes nucléaires sont-elles efficaces, économiquement optimales ? La réponse n'est pas simplement économique, elle est aussi

stratégique et politique, au regard de la puissance de l'arme et du faible nombre d'Etats qui en sont dotés.

- Quel est le niveau optimal de dépenses ? Étant donné que les sociétés ont des objectifs militaires et civils avec des ressources relativement limitées, quelles sont les allocations optimales de fonds publics pour la défense en fonction de l'incertitude des menaces particulières ? Le système de production à long terme implique certaines stratégies pour trois à cinq décennies. C'est la question principale de la politique de course aux armements. La question classique est : "combien est suffisant ?" Quelle est la bonne part de la production à consacrer à la défense ?

- Il existe enfin un ensemble de relations input-output, chacune d'entre elles étant liée à l'environnement économique et stratégique. Au sommet, il y a le budget de la défense. Ces forces fournissent des capacités militaires et la capacité de s'imposer dans des types de conflits spécifiques. Ces capacités militaires peuvent ensuite être utilisées pour la défense ou la dissuasion afin d'assurer la sécurité, mesurée en termes d'objectifs ultimes de la société.

La solution aux problèmes de l'industrie d'armement en situation de paix passe par la reconversion, en application des technologies duales. Les industriels semblent sceptiques ou prudents. Quelle approche de la reconversion de l'industrie d'armement est la plus efficace ?

Il est parfois plus intéressant de parler de conversion plutôt que de reconversion. En effet, historiquement, au moins avant la seconde guerre mondiale, il n'y avait pas vraiment de course aux armements en temps de paix. Le secteur militaire utilisait alors tout le potentiel technologique et économique de l'industrie civile pour compléter la production nationale d'armes incompressible, mais dès le conflit terminé, on reconvertissait la production vers les biens civils d'origine.

Pendant la période hitlérienne, mais surtout depuis 1950, une production spécifique s'est adressée spécialement au secteur militaire. Tous les matériels, les infrastructures, les personnels ont été choisis selon des critères culturels différents de ceux du marché civil : primauté de la technologie, contraintes plus faibles en matière de coûts,

concurrence limitée au choix politico-stratégiques de l'Etat dans la définition de ses besoins de défense, marché de type monopole bilatéral, secret des informations, production de biens uniques, souvent très onéreux. L'existence de deux systèmes économiques directement antagonistes ainsi que l'apparition de l'arme nucléaire peuvent expliquer cette évolution.

Cette spécificité militaire implique une faible adaptabilité des investissements, ce qui n'était pas le cas au siècle dernier. Evidemment, les industriels de l'armement sont sceptiques-, car ils auront des difficultés, dans une conjoncture basse, à être concurrentiels avec des industries civiles déjà fortement menacées dans leur existence dans une période de récession. Leur production a toujours magnifié la technologie, plutôt que la vente sur un marché, ce qui constitue un défaut considérable face à une concurrence. Dans ces conditions, les industriels de l'armement défendent leur activité et maintiennent une idéologie d'une sécurité nationale toujours fortement menacée par les armements des agresseurs potentiels. C'est pourquoi, même en période de calme diplomatique relatif, ils refusent les procédures de reconversion sans un effort important de l'Etat, des collectivités régionales et locale.

La diversification, la restructuration, le développement des technologies duales des entreprises s'avèrent pourtant nécessaires, au même titre qu'une politique de relance macroéconomique et de réaffectation des crédits. Ces actions ne sont pourtant pas généralisables, il n'existe aucune panacée et c'est cas par cas que les économistes se doivent de trouver les actions qui permettent aux effets négatifs de court terme de ne pas être cumulatifs. Il est hautement probable que, toutes choses égales par ailleurs, une réduction des dépenses militaires conduise à affecter les dépenses publiques vers d'autres biens et services de grande utilité pour les citoyens, mais au début de la procédure de conversion il ne s'agit pas de recevoir des dividendes de la paix mais, au contraire, d'engager de coûteux investissements pour la paix, en supposant par ailleurs que cette politique de désarmement favorise effectivement la mise en place d'une paix internationale.

Faut-il exporter les armes ?

La Commission du plan présente les exportations d'armes comme une solution à la crise de l'industrie d'armement en France. Si éventuellement (mais ce n'est pas démontré), une telle solution pouvait être préconisée à court terme, elle serait à la fois coûteuse et dangereuse à long terme.

Coûteuse, parce que les productions d'armes sont excessives ; le marché est dominé par les acheteurs qui se tournent de plus en plus vers les pays anciennement socialistes ou les surplus américains pour faire leur marché. Dans une situation de tension internationale réduite, les prix et les compensations sont importants, au point que les exportations sont souvent, *in fine*, « paupérisantes », c'est-à-dire qu'elles coûtent plus à la collectivité qu'elles ne lui rapportent. Bref, il est toujours envisageable de vendre à perte ou à des conditions de compensation qui ne créent pas d'emplois ou d'activités dans le pays. Cette expression juridique de vente n'est pas économiquement efficace. Or, les pays qui se tournent vers la France sont parfois insolvables et la vente d'armes se transforme parfois en « aide au développement ». Cette solution ne correspond pas à l'idée que l'on peut se faire de la France des Droits de l'homme et de l'aide au développement des pays les plus démunis.

Enfin, les ventes d'armes peuvent être dangereuses, car elles peuvent se retourner contre le vendeur dans la mesure où les impératifs de la vente peuvent conduire à vendre à ceux qui veulent bien nous acheter. En outre, de nouvelles tensions internationales peuvent naître régionalement du fait de ces ventes d'armes. Il faut produire ce qui est nécessaire à la France et éventuellement à ses amis potentiels, ceux qui appartiennent à la même alliance. Certaines exportations auront permis à des Etats d'obtenir des armes à un prix inférieur à celui qui a été défini pour l'armée française. L'argument économique ne résiste pas toujours aux faits, sauf à vouloir affirmer, ce que les économistes aujourd'hui considèrent comme erroné, à savoir que ce qui est bon pour Dassault est nécessairement bon pour la France.

Les critères économiques marchands peuvent-ils s'appliquer dans une industrie qui a des rapports directs avec les prérogatives de la puissance publique, c'est-à-dire l'organisation de la défense ?

Les critères économiques ne peuvent certes pas être négligés dans le fonctionnement normal d'une industrie d'armement. Le Royaume-Uni a décidé d'accorder même la priorité à ce critère, en privatisant la plupart des industries d'armement. Cependant, la production et la vente d'armes ne doivent pas satisfaire les seules conditions du marché lesquelles, dans leur logique extrême, permettrait de produire et de vendre tous les produits d'armement rentables aussi bien pour l'armée nationale que pour celles des pays étrangers, même en faveur des ennemis. Les prérogatives de la puissance publique doivent absolument s'exercer dans ce secteur, un contrôle de ce qui est produit, par qui et pour qui.

L'industrie d'armement doit continuer à fonctionner si la sécurité nationale et internationale est à ce prix. Cependant, un contrôle démocratique doit être exercé, afin d'éviter la constitution d'un complexe militaro-industriel public ou privé. Les entreprises privées peuvent construire des armes ; dans ce contexte, les entreprises publiques pourraient être privatisées et internationalisées. Mais dans ce cas, si les seules lois du marché venaient à être la base des choix de l'armement nécessaire à la défense nationale quel contrôle peut s'exercer sur la production et les ventes effectives ? Cette fois les guerres seraient rendues encore plus probables en l'absence de contrôles nationaux et internationaux.

Il y a un décalage entre la construction politique européenne et la construction européenne de l'armement. N'est-on pas obligé d'anticiper l'évolution politique du fait des problèmes économiques ?

Il y a un décalage indiscutable entre la construction économique européenne et la construction politico-stratégique de l'Europe. Peut-on continuer à engager une Europe monétaire et une monnaie unique sans une construction politique et stratégique indépendante de l'Europe ? La construction européenne de l'armement ne sera solide, durable et efficace que si elle se traduit par une coordination des politiques de sécurité et pour le mieux par une union politique solide et solidaire. Tous les accords commerciaux en matière d'industrie militaire ne durent que ce que durent les accords commerciaux, le temps de profits

communs toujours aléatoires, sans effets d'irréversibilité autres que celle d'une mauvaise gestion de sa propre défense nationale par la perte de compétences utiles pour sa propre défense. Les Européens doivent dire s'ils souhaitent vraiment être Européens. Si c'est le cas, une véritable politique européenne doit être envisagée. Si les pays veulent conserver leurs prérogatives nationales, alors la défense d'une Nation ne peut faire que l'objet d'accords provisoires rétractables. Le choix de société doit être fait, vers plus d'Europe, ou au contraire un statu quo qui ne donne pas la part belle à l'espérance européenne et maintient les clivages nationaux.

Lectures complémentaires, bibliographie

Arrow, K.J (2000), Globalization and its implications for International security, [http :www.ecaar ?org/newsletter/Arrow ;htm](http://www.ecaar.org/newsletter/Arrow.htm)

Bitzinger, R. (2003), *A Paper Tiger No More ? The US Debate over China's Military Modernization*, Asia-Pacific Center for Security Studies, December.

Brauer, J. & Roux, A. (2000), Peace as an international public good : an application to Southern Africa, *Defence and Peace Economics*, 11(6)

Colard, D., Fontanel, J. and Guilhaudis, J.F., 1981. *Le Désarmement pour le développement: dossier d'un pari difficile* (Vol. 19). Fondation pour les études de défense nationale.

Cars, H.C., Fontanel, J. (1985), Military expenditure comparisons, in *Peace, Defence and Economic Analysis*, McMillan, London.

Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi.

Coulomb, F. (1998), L'histoire de la pensée économique de la guerre, de la paix et de la défense, Thèse, Grenoble.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2000), La puissance des Etats et la globalisation économique, *Ares, Défense et Sécurité*, n°45, Mai

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament, a century of economic thought, *Defence and Peace Economics*, 14(3).

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), The economic analysis of militarism and foreign policy, *Cahiers des Conférences de l'Espace Europe*, Université Pierre Mendès France, Grenoble.

Courlet, C. Fontanel, J. (2003), Les conséquences sociétales de la globalisation, in « *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes*, Presses Universitaires de Grenoble.

Deger, S., Sen, S. (1984), Disarmament, development and military, Expenditure, in *Disarmament*, UNO, New York.

Fondation pour la Recherche Stratégique (2001), *Vers une privatisation des conflits ? Terrorisme, piraterie, mercenariats*, FRS, Paris.

Fontanel, J. (1982), Military Expenditure and Economic Growth : France, Morocco, *report written for the United Nations*, New York.

Fontanel, J., Smith, R., 1985. L'effort économique de défense. ARES, n° Spécial, Grenoble, Lyon.

Fontanel, J., Smith, R. (1991), A European defence union, *Economic Policy* (6,13).

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses universitaires de Grenoble.

Fontanel, J. (1995), La conversion économique du secteur militaire, Economica, Paris.

Fontanel, J. (1995), Les dépenses militaires et le désarmement, PubliSud, Paris.

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace economics* 6(3).

Fontanel, J., Ward, M. (2002), A hard look at the costs of peace, *World Economics*, Vol.3, n.2, April-June 2002.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., Sen; A. (2003), *Civilisations, globalisation et guerre*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Galbraith, J.K. (1993), Le pouvoir économique autonome, une vue économique. in *Economistes de la paix*, (J.Fontanel, Ed.), Presses Universitaires de Grenoble

Gansler, J.S. (1997), Restructurations industrielles de défense et ambitions géoéconomiques, *Revue Française de Géoéconomie*, n°2.

Guilhaudis, J-F., Fontanel, J., Bensahel, L., Samson, I. (2003), A la recherche de l'identité européenne de sécurité et de défense, Ares, Défense et Sécurité, N° 51

Hartley, K., Cox, J. (1995)-, *The Costs of Non-Europe in Defence procurement*, European Commission DGIII, Bruxelles.

Hébert, J-P. (1998), *Eléments économiques d'une politique d'exportation d'armements*, La Documentation Française, Paris.

Keynes (1939), Will rearmament cure unemployment ?, *The Listener*, June 1

Klein, L.R. (1993), Développement et désarmement. La signification, in *Economistes de la paix*, (J. Fontanel, Ed.) Presses Universitaires de Grenoble.

Salomon, J. (1989), Science, guerre et paix, Economica, Paris.

Schwartz, S. (1998), *Atomic Audit : The costs and consequences of US nuclear weapons since 1940*. Brookings Institution Press.

Serfati, C. (1999), Le bras armé de la mondialisation, *Les Temps Modernes*, janvier-février 2000, n° 607

Smith, R., Humm, A. Fontanel, J. (1985), The economics of exporting arms, *Journal of Peace Research*, 22(3).

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1987), Capital labour substitution in defence provision, *Defence Security and Development*, London.

Skharatan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex, *Defence and Peace Economics* 9(4)

Thompson, L.B. (1999), Military supremacy and how to keep it, *Policy Review*, October and November

Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, in *Economistes de la paix*, (J.Fontanel, Ed.), Presses Universitaires de Grenoble.

Ward, M., Davis, D.R., Lofdahl, C.L. (1994), A century of tradeoffs between defense and growth : the case of Japan and the United States, University of Colorado, July, 9.